Rôle de la séance publique du 03/07/2025 à 09h30

Président : Monsieur WURTZ
Assesseurs : Madame BAUER et Monsieur BERTHOU
Greffier : Monsieur LORRAIN

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE

01) N° 2303410 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	ASSOCIATION "MÉMOIRE DE LA VILLE DE CHARLES III"	Me MONAMY
Défendeur	VILLE DE NANCY SOCIETE FRANCE PIERRE PATRIMOINE	Me LUISIN SELARL ADDEN AVOCATS NOUVELLE AQUITAINE

L'association MEMOIRE DE LA VILLE DE CHARLES III demande à la cour d'annuler le jugement n° 2201875 du 19 septembre 2023 du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 3 janvier 2022 par lequel le maire de la commune de Nancy a accordé un permis de construire un ensemble de dix-sept logements et un local associatif à la société France Pierre Patrimoine, ensemble la décision du 3 mai 2022 rejetant son recours gracieux.

02) N° 2102492 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	M. X	Me DELALANDE
Défendeur	COMMUNE DE SAINT MOREL MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET SOCIETE EARL GOUBLE SYLVAIN	BERARD JEMOLI SANTELLI BURKATZKI BIZZARRI Me CHARLES

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 1900243, 1901170 du 22 juillet 2021 par lequel le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 mars 2019 par lequel le maire de la commune de Saint-Morel a délivré un permis de construire un bâtiment à usage de poulailler à l'EARL Gouble Sylvain.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE

03) N° 2302202 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	M. X Mme X	AARPI LIBRAE AVOCATS AARPI LIBRAE AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE RAEDERSHEIM SOCIETE FONCIERE HUGUES AURELE	Me CEREJA

M. et Mme X demandent à la cour d'annuler le jugement n° 2102041 du 9 mai 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 24 septembre 2020 par lequel le maire de la commune de Raedersheim a délivré à la société foncière Hugues Aurèle un permis d'aménager modificatif portant sur le règlement du lotissement situé rue de Soultz/rue des Vosges.

04) N° 2302189 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	Mme X	LE DISCORDE & DELEAU SELARL
Défendeur	COMMUNE DE HAGUENAU SOCIETE ALTEXIA-SOJUOR	SOLER-COUTEAUX ET ASSOCIES LEONEM AVOCATS

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2206061 du 9 mai 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 22 mars 2022 par lequel le maire de la commune de Haguenau a délivré à la société Altexia-Sojuor un permis de construire trois immeubles pour un total de 53 logements sur le territoire de cette commune, ensemble la décision de rejet du recours gracieux formé contre cet arrêté.

05) N° 2301881 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	M. X	Me BOURCHENIN
Défendeur	M. X	SCP J-C & M. SEYVE
Autres parties	COMMUNE D'OGY MONTROY FLANVILLE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2201140 du 20 avril 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui, à la demande de M. X, annule les décisions tacites des 13 mars et 1er août 2021 par lesquelles le maire de la commune de Ogy-Montoy Flanville ne s'est pas opposé aux déclarations préalables qu'il avait déposées en vue du changement de destination d'un local à usage professionnel à usage d'habitation.

06) N° 2302742 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	PREFECTURE DE LA MEUSE	
Défendeur	M. X	Me ELSAESSER

Le préfet de la Meuse demande à la cour d'annuler le jugement n° 2200064 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de Nancy qui annule son arrêté du 27 décembre 2021 par lequel elle a prononcé l'expulsion du territoire français de M. X et a fixé son pays de destination.

La Conseillère d'Etat,
Présidente
de la Cour administrative d'appel de Nancy,

Pascale ROUSSELLE

Rôle de la séance publique du 03/07/2025 à 10h45

Président : Monsieur WURTZ
Assesseurs : Madame BAUER et Monsieur BERTHOU
Greffier : Monsieur LORRAIN

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE**01) N° 2302161 RAPPORTEUR : M. BERTHOU**

Demandeur	M. X	Me OPYRCHAL
Défendeur	COMMUNE DE CHAUX M. X	AVOCATS DSOB

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2200979 du 4 mai 2023 du tribunal administratif de Besançon qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 3 décembre 2021 par lequel le maire de la commune de Chaux a accordé à M. X un permis de construire modificatif portant sur une maison individuelle.

02) N° 2301835 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	GRAND BESANÇON METROPOLE	SELARL BRANDI PARTNERS
Défendeur	M. X	AARPI LANDBECK ET BOCHER-ALLANET

LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND BESANCON METROPOLE demande à la cour l'annulation du jugement n° 2102100 du tribunal administratif de Besançon du 6 avril 2023 qui, à la demande de M. X, a annulé partiellement sa délibération du 27 mai 2021 par laquelle elle a modifié l'orientation d'aménagement et de programmation 1 AU "chemin neuf" du plan local d'urbanisme dans les prescriptions suivantes : "le secteur est desservi depuis le Chemin neuf dans sa partie basse, par des accès individuels, sans création de voirie. Aucune voie carrossable ne reliera le Chemin neuf et la rue de la Glacière en raison de la pente. Le versant est orienté au Sud. Afin d'optimiser la captation de l'énergie solaire, la plus grande longueur des maisons (le faîtage) sera parallèle aux courbes de niveau".

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE

03) N° 2301247 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	SOCIETE FRANK IMMOBILIER	SCP ALEXANDRE LEVY KAHN BRAUN
Défendeur	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE SCI SUMA ESPLANADE	AARPI ADMYS AVOCATS

La société FRANK IMMOBILIER demande à la cour l'annulation du jugement n° 2203837 du tribunal administratif de Strasbourg du 23 mars 2023 qui a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 19 mai 2022 par lequel l'Etablissement public foncier d'Alsace a exercé son droit de préemption urbain sur le bien cadastré section 38 n° 101/2 et n° 168/2 à Strasbourg, appartenant à la SCI Suma Esplanade.

04) N° 2203216 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	M. X	SCP ALEXANDRE LEVY KAHN BRAUN
	Mme X	SCP ALEXANDRE LEVY KAHN BRAUN
Défendeur	COMMUNE DE ROTTELSHEIM M. X	Me SONNENMOSE SELARL DECOT - FAURE - PAQUET - SCHMIDT

M. X et Mme X demandent à la cour d'annuler le jugement n° 2005026 du 20 octobre 2022 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 17 février 2020 par lequel le maire de la commune de Rottelsheim a délivré à M. X un permis de construire en vue de la démolition d'une dépendance et la construction d'une maison individuelle.

La Conseillère d'Etat,
Présidente
de la Cour administrative d'appel de Nancy,

Pascale ROUSSELLE

Rôle de la séance publique du 03/07/2025 à 11h30

Président : Monsieur WURTZ
Assesseurs : Madame BAUER et Monsieur BERTHOU
Greffier : Monsieur LORRAIN

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE

01) N° 2303643 **RAPPORTEURE : Mme BAUER**

Demandeur M. X Me BERRY
Défendeur PREFECTURE DU HAUT-RHIN

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2304682 du 28 septembre 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 5 avril 2023 par lequel le préfet du Haut-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

02) N° 2402929 **RAPPORTEURE : Mme BAUER**

Demandeur M. X Me BERRY
Défendeur PREFECTURE DU HAUT-RHIN

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2404798 du 30 septembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 13 février 2024 par lequel le préfet du Haut-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

03) N° 2400391 **RAPPORTEUR : M. BERTHOU**

Demandeur M. X Me AIRIAU
Défendeur PREFECTURE DE LA MEUSE

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2308301 du 19 janvier 2024 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 16 novembre 2023 par lequel le préfet de la Meuse l'a obligé à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et lui a interdit le retour sur le territoire pendant dix-huit mois.